

EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**
Premier secrétaire fédéral

Des atouts et de la combativité

Depuis plusieurs jours, le mot qui revient le plus dans les conversations est celui de "pessimisme". Sondages à l'appui, les Français seraient donc "les plus pessimistes du monde" quant à leur avenir. Nous en connaissons les raisons : crise, chômage, précarité, paupérisation, "panne" de l'ascenseur social (ou "descenseur social"), remise en cause des "acquis", stress au travail, manque de reconnaissance (agriculteurs, pêcheurs...), perte de repères et de sens, dette publique...

Tout ceci se traduit de multiples façons en fonction des contextes, des groupes sociaux et des individus : manifestations, grèves, suicides, arrêts maladie, développement des addictions, violences familiales, refus des pratiques managériales "à l'anglo-saxonne", manque d'ambition professionnelle, sentiment d'inutilité et/ou d'humiliation, inscription dans des mouvances sectaires, sentiments de désenchantement et de résignation.

Dans ce sombre tableau, rajoutons : un Président de la République égocentré, instable, arrogant, insultant, angoissant et toujours jouisseur du "bling-bling". La promesse d'une "République irréprochable" est devenue la réalité d'une République du conflit d'intérêts et du mensonge (affaires du Médiateur et Woerth-Bettencourt), du règlement de compte (Clearstream), de la menace (vols chez des journalistes) et des injures raciales (cf la condamnation en juin 2010 de M. Hortefaux).

Cette ambiance anxiogène et délétère pourrait servir à bien des égards les intérêts de M. Sarkozy. Il joue la stratégie du chaos pour apparaître comme le grand protecteur de la Nation et de certains Français. Le flambeau de "l'identité nationale" est ressorti pour mieux stigmatiser les "étrangers" (même de nationalité française !) et les "parents défaillants", ainsi que pour mieux entretenir la confusion entre musulmans, islamistes et terroristes.

Ce climat permet à Marine Le Pen de monter en puissance. Selon un récent sondage, 22% des Français disent partager les idées du Front National. Celles-ci se fondent sur la thèse du "déclin" voire de la "décadence" du pays. Pourtant, la France reste une puissance mondiale, avec des entreprises dynamiques, des universités mobilisées, des territoires en mouvement, des associations qui s'impliquent et encore beaucoup de citoyens et acteurs soucieux de l'intérêt général.

Le moment est venu pour les responsables de Gauche, avec gravité, de créer les conditions de la victoire en 2012. Nous avons besoin de priorités fortes comme l'avenir des jeunes, d'une candidature socialiste compétente, crédible et fédératrice, et d'une Gauche solidaire, ouverte et durable. Dans le Morbihan, les élections cantonales et sénatoriales permettront d'enclencher la dynamique. Nous comptons sur l'engagement de chacun(e).
Meilleurs vœux de bonheur et de santé à toutes et tous...

Cantonales 2011 Vœux de victoires à Vannes

Les socialistes du Pays de Vannes étaient réunis, lundi 10 janvier, pour une séance de vœux conviviale dédiée aux élections cantonales de Vannes-Centre et Vannes-Ouest. Ces deux cantons apparaissent en effet - parmi d'autres - comme des cantons clés du scrutin des 20 et 27 mars. Voici quelques extraits des interventions...



Hervé Pellois, Nicolas Le Quintrec et André Gall, lors des vœux des socialistes du Pays de Vannes, le 10 janvier dernier.

Pour **Hervé Pellois** - Conseiller général de Vannes-Est et Président du groupe de Gauche au Conseil général, "le Morbihan n'a pas vocation à rester éternellement à droite. Les remarquables progrès accomplis depuis 1998 peuvent laisser espérer un changement de majorité en 2011, si la gauche sait mettre en avant ses valeurs de solidarité, si elle parvient à redonner l'espoir aux Morbihannais tout en tenant un discours responsable.

Anne Camus, Conseillère régionale (Bretagne Ecologie), Conseillère municipale à Vannes et suppléante de Nicolas Le Quintrec a d'abord rappelé "le lourd bilan social et environnemental de ces dernières années" et dénoncé "le démantèlement des services publics". Elle a ensuite confié tous ses espoirs de "voir changer la donne dans le département du Morbihan, grâce à l'élection de candidats engagés dans la lutte contre les injustices

sociales et prenant en compte le "penser global pour agir local" cher aux écologistes, qui fera du Morbihan un département éco-pionnier."

Nicolas Le Quintrec - Conseiller municipal, chef de file du groupe d'opposition "la Gauche vannetaise" a poursuivi, très incisif. Le candidat PS sur Vannes-Centre a fustigé son adversaire direct, François Goulard, qui postule, chacun le sait, à la Présidence du Conseil général. "Le député-maire de Vannes tient des discours contradictoires, votant à Paris les projets du gouvernement pour les critiquer durement à l'échelon local. C'est le contre-pied permanent. A Vannes, même les promesses du maire ne sont pas tenues, les services municipaux connaissent un grave malaise social. (...) Il est temps de faire tomber le dernier rempart breton de la droite conservatrice et de mobiliser au-delà de notre cercle habituel"

André Gall - Conseiller général de Vannes-Ouest a clos les interventions autour de trois réflexions : vivre l'année 2011 en pratiquant une "sobriété heureuse" (Emmanuel Mounier), meilleur chemin vers un développement durable ; le succès suppose un rassemblement de toutes les sensibilités de gauche, au moins au deuxième tour ; appliquer une méthode de gouvernance du département qui permette la proximité des élus avec nos concitoyens, en essayant d'apporter des réponses concrètes sur l'emploi, le logement, l'environnement... "Aujourd'hui notre détermination est entière ; la volonté et l'énergie pour l'emporter sont présentes chez tous !"

D'après compte-rendu et photos de **Jacques Delarue** - Section de Vannes
Textes intégraux des interventions de N. Le Quintrec et A. Camus sur <http://lequintrec-camus-cantonales.blogspot.com>

Fête du Nouvel An du Parti socialiste

Samedi 22 janvier 2011 - à partir de 19h00
au Palais des Congrès à Lorient

Apéritif - Interventions politiques - Dîner dansant
Inscription (22€) auprès de la Fédération avant le mercredi 19 janvier 2011

Présentation du Projet départemental et des candidats de la Gauche morbihannaise
Lancement de la campagne cantonale
Samedi 29 janvier 2011

10h à 12h - Palais des arts et des Congrès - VANNES

Bonne année militante

L'équipe du Secrétariat fédéral ainsi que les salariés de la Fédération vous souhaitent à toutes et tous ainsi qu'à vos proches, une bonne année 2011.

Prochain Conseil fédéral

La prochaine réunion du Conseil fédéral aura lieu :

Mardi 25 janvier 2011 à 20h30
à la Cité Allende à Lorient

Voeux du groupe de gauche au Conseil général

Mercredi 19 janvier 2011
à 18h30

au local du groupe de gauche,
10 rue de St Tropez
à VANNES

Contact : 02 97 69 14 81
Courriel : groupepedegauche-cg56@voila.fr

Prochaine session plénière du Conseil général

Le groupe de gauche du Conseil général vous invite à participer à la prochaine et dernière session plénière du Conseil général avant les élections cantonales des 20 et 27 mars 2011. Cette session sera par ailleurs la dernière plénière présidée par le Président de l'Assemblée départementale Jo Kergueris.

Mardi 18 janvier – 14h30

Intervention liminaire du Président et des représentants des groupes : Hervé Pellois pour le groupe de gauche.

Mercredi 19 janvier – 9h30

Jeudi 20 janvier – 9h30

Infos cantonales 2011

Canton de Ploërmel : réunion de préparation des élections cantonales

Jeudi 20 janvier à 20h00
Salle des Fêtes de Ploërmel
Salle A

En présence de Michel Brochard

Quelques blogs de campagne :

François Batard - Muzillac
<http://muzillacantoniales2011.com/>

Nicolas Le Quintrec - Vannes-Ouest
<http://lequintrec-camus-cantoniales.blogspot.com/>

Yves Levesque - Sarzeau
<http://www.cantoniales-sarzeau.org/>

Comptes-rendus des forums du projet départemental

Les comptes-rendus des 3 forums de préparation du projet départemental sont disponibles sur demande auprès de la Fédération :
fede56@parti-socialiste.fr

RÉGION BRETAGNE

Pacte électrique breton La Région Bretagne s'engage

Lors de sa dernière session plénière, le Conseil régional a voté le Pacte électrique breton, négocié entre la Région et plusieurs partenaires. En parallèle, la Région travaille à la recherche de zones d'implantation d'éoliennes offshore. C'est le cas notamment au large de Groix pour le Morbihan...

Lors de la session d'octobre, Jean-Yves Le Drian avait déjà fait part du projet de pacte électrique breton, qu'il envisageait de conclure avec



l'Etat, ses établissements publics (ADEME, ANAH) et Réseau de Transport d'Electricité (RTE). Il a dans ce contexte rappelé les trois axes clés qui constituent les trois branches indissociables d'un "triskell électrique" :

- la maîtrise de la demande en électricité,
- le renforcement du développement des énergies renouvelables,
- la sécurisation de l'alimentation électrique.

Les objectifs du pacte électrique breton

Pour chacun de ces axes, le pacte fixe des objectifs ambitieux, qui reprennent ceux débattus en octobre :

- une économie de consommation de 950 GWh à l'échéance 2015, et de 1200 GWh à l'échéance 2020, économie qui correspond à une division par 2, puis par 3, aux échéances respectives de 2015 et 2020, du taux actuel d'augmentation de la consommation bretonne d'électricité ; ceci constitue un objectif ambitieux à l'échelle de la région Bretagne qui nécessitera des réductions de consommations unitaires réelles compte tenu de l'enjeu démographique des prochaines années ;
- un objectif de puissance installée

de production d'énergie renouvelable de 3 600 MW à l'horizon 2020, correspondant à une production globale d'électricité de 8 800 GWh ;

- enfin, s'agissant de la sécurisation de l'alimentation, la réalisation d'une nouvelle liaison souterraine 225 000 volts Lorient - Saint-Brieuc, le développement de réseaux intelligents et du stockage de l'énergie, le recours à la cogénération, et l'implantation d'un moyen de production au nord-ouest de la Bretagne .

Un plan d'action multi-partenarial

En premier lieu, il convient, pour atteindre ces objectifs, de mettre en oeuvre sans délai un plan d'actions multi-partenarial, pour chacun des trois axes, et qui pourra et devra être complété au fur et à mesure de son avancement, en lien étroit avec l'ensemble des partenaires concernés, qu'ils soient ou non directement signataires du pacte.

Une méthodologie de mise en oeuvre

Enfin, le projet de pacte propose une méthodologie de mise en oeuvre et de suivi, sans laquelle son efficacité et son avancement ne pourraient être mesurés. Comme il a été évoqué au cours des discussions d'octobre dernier, l'avancement du pacte fera l'objet de rapports réguliers qui seront présentés devant les membres de la conférence bretonne

de l'énergie, qui en a piloté l'élaboration, mais aussi bien évidemment devant l'assemblée régionale, la Région Bretagne étant pleinement engagée en tant que signataire.

En outre, le Pacte électrique ne constitue qu'une étape sur le chemin de la constitution d'un Pacte énergétique breton qui traitera de l'ensemble de la problématique énergétique de notre région, et même au-delà, de l'aspect climatique s'inscrivant ainsi en déclinaison des engagements internationaux. Il sera bien entendu aussi présenté devant l'assemblée régionale.

Jean-Yves Le Drian a enfin rappelé que ce pacte ne règlera pas à lui seul la problématique électrique à laquelle la Bretagne est confrontée. Il constitue cependant un acte majeur en ce sens, qui scelle le partenariat et les responsabilités des acteurs impliqués sur ce sujet, sur la base d'objectifs et d'engagements partagés. Ce pacte doit désormais être approprié par tous. Les objectifs du pacte ne seront atteignables que dans un environnement législatif et réglementaire favorable et stable. Le récent moratoire du gouvernement sur la filière photovoltaïque doit nous alerter.

Ce pacte constitue aussi une réelle évolution dans la conception des politiques énergétiques en accordant une place ambitieuse et crédible à la maîtrise de la demande et aux énergies renouvelables en tant que contributeurs majeurs à la sécurisation de l'approvisionnement.

Eolien offshore Un projet d'implantation au large de Groix

Unir ses efforts, mutualiser les compétences et les technologies pour que le développement des énergies marines se poursuive en Bretagne et aboutisse à la naissance d'une véritable filière économique, porteuse d'emplois : c'est l'objectif que se sont fixé les acteurs industriels et institutionnels bretons.

Groix/Lorient : un site d'essais idéal pour tester et valider les premiers démonstrateurs

A l'échelon régional, élus, entreprises, universitaires et scientifiques se mobilisent pour l'implantation, à l'horizon 2013, d'un site d'essais d'éoliennes flottantes au sud de Groix. Les conditions naturelles (profondeur de l'eau, régime des vents, conditions de mer...) placent le large de l'île bretonne dans la catégorie des très rares sites français capables d'accueillir ce type de machines.

La proximité des ports de Lorient et Brest, la disponibilité de leurs infra-

structures, la présence d'un tissu industriel et scientifique offrant de très nombreux savoir-faire pour exploiter et assurer la maintenance d'un tel site depuis Lorient et Brest, constituent également de précieux et réels atouts.

Enfin, il est indispensable, pour éprouver ces technologies, de disposer de démonstrateurs. Le projet WinFlo, développé par Nass&Wind en partenariat étroit avec DCNS, est à ce jour le plus abouti. Soutenu par le Pôle de compétitivité Mer, il a été retenu en décembre 2010 dans le cadre de l'appel à projets national lancé par l'ADEME et sera aidé par

l'Etat à hauteur de 14 M€.

Pour le Conseil régional et son président Jean-Yves Le Drian, cette initiative s'inscrit dans la stratégie régionale pour le développement des énergies marines ainsi que dans les priorités du Pacte électrique breton.

Dans cette perspective s'est mis en place, début décembre, un groupe de suivi du projet réunissant l'ensemble des acteurs concernés afin de définir les modalités de développement du site d'essai et le cadre juridique le plus adapté à sa mise en oeuvre et à sa gestion.

LIBREMENT DIT

€uro : casser le thermomètre

Dans cette période de crise, les habitués pourfendeurs de l'Europe reviennent sur le devant de la scène : ils veulent le retour à notre monnaie nationale, le Franc.



Objectif : rendre notre économie plus compétitive grâce au levier magique de la dévaluation compétitive qui est à l'économie ce que

l'huile de foie de morue est à la médecine. Ces chevaliers de l'apocalypse communautaire prétendent ainsi régler le problème de fond d'une économie mondiale aux prises avec un capitalisme financier, qu'à l'évidence personne ne maîtrise, en se contentant de casser le thermomètre, c'est-à-dire l'euro. Et sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, la comparaison entre la France et l'Allemagne demeure particulièrement instructive.

En 1960, le Franc et le Mark étaient à parité. Au 1^{er} janvier 2002, à l'arrivée de l'euro, celui-ci valait 1.9583 Mark et 6.55957 Francs. Ainsi, là où en 1960 on achetait 1 Mark avec 1 Franc, au 31 décembre

2001 il fallait désormais 3.35 Francs pour acheter 1 Mark. Et la France qui a usé et abusé de ces dévaluations compétitives s'est retrouvée à la remorque d'une Allemagne qui s'est bien gardée de ce remède à la docteur Knock. Rappelons quand même qu'à la naissance de l'euro, celui-ci valait 1.17 dollar et qu'après avoir atteint des sommets à 1.50, sa valeur demeure supérieure à 1.30 dollar. L'euro ne s'est donc pas effondré.

Ce constat ne doit cependant pas nous exonérer d'une analyse lucide.

La création de l'euro aurait logiquement dû s'accompagner d'une convergence voire d'une harmonisation sociale et fiscale. Les clivages politiques et idéologiques n'y ont guère aidé : une droite qui veut réduire l'Europe à une zone de libre-échange et une gauche favorable à des approches plus fédérales, mais handicapée sur la gauche de sa gauche par des tenants d'une Europe du grand soir, aussi peu souhaitable que réalisable.

Le problème des dettes publiques abyssales doit également être résolu et ne saurait se satisfaire d'une simple contraction mécanique des dépenses qui menace le retour d'une croissance solide. Le lancement d'euro-obligations constitue à cet égard l'une des solutions envisageables car un tel instrument – un puissant marché obligataire sous contrôle communautaire –, empêcherait les marchés de jouer les États de la zone euro les uns contre les autres. Rejet pavlovien de Merkel et moue française mais soutien des sociaux-démocrates allemands...

Alors l'Europe va-t-elle progresser comme elle le fait si souvent ? Dans la crise ? Le trio Sarkozy-Merkel-Cameron oblige toutefois à tempérer un optimisme pourtant modéré.

Jean-Paul Meheust
Section de Vannes

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Tunisie : le silence accablant de la France

Les récents événements et mouvements sociaux tunisiens ne peuvent nous laisser insensibles, tant par ce qu'ils représentent pour ce pays, que par la manière dont ils sont réprimés.

Depuis quelques semaines déjà, les Tunisiens, et principalement les jeunes Tunisiens, sont dans la rue pour montrer leur mécontentement et exprimer leur attentes concernant l'avenir du pays, leur avenir, notamment en ce qui concerne l'emploi.

Ce mouvement, inédit dans un pays comme la Tunisie, est porteur d'espoir et a des échos internationaux, notamment en France, où beaucoup partagent une histoire commune avec ce pays.

Malheureusement, le président Ben Ali, réélu avec un score de 89,62% en 2009, en a décidé autrement et n'a pas hésité à envoyer l'armée face aux manifestants.

Ce choix, nous le condamnons gravement. Rappelons qu'à ce jour, 66 personnes ont été tuées, le président Ben Ali ayant autorisé le tir à balles réelles.

Alors que face à de pareils agissements de la part du dirigeant de l'un

des principaux pays africains, la plus noble des réactions devrait être la condamnation, le gouvernement français, par la voix du Ministre des Affaires Étrangères Michèle Alliot-Marie, en a décidé autrement et se mure dans son silence. Silence devenu plus qu'accablant.

Sans pour autant rentrer dans les affaires internes de la Tunisie, ne devons-nous pas, à l'instar de l'Union Européenne et de nombreux autres États, remettre en question les choix démesurés et disproportionnés faits par le Président tunisien ?

La réponse nous semble évidente, mais ne semble pas être d'actualité chez ceux qui nous gouvernent.

Pire, Madame Alliot-Marie est allée jusqu'à proposer aux autorités tunisiennes "le savoir faire qui est reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité"...

Devant la sévérité de la répression

en Tunisie, nous appelons notre gouvernement à sortir de son silence et à prendre une décision digne.

Nous n'en attendons pas moins de ceux qui se prétendaient défenseurs des Droits de l'Homme il y a quatre ans maintenant.

Il est de leur devoir de rappeler au Président Ben Ali le respect qui doit être le sien face aux aspirations du peuple tunisien.

Au fond, c'est cela la démocratie. C'est cela que nous devons défendre.

Matthieu B.

Fédération des Jeunes Socialistes du Morbihan

Animateur fédéral :
Sébastien Jehanno

Nous retrouver sur Facebook :
facebook.com/mjs56

Nous retrouver sur Twitter :
twitter.com/MJS_56

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 14 janvier - Guidel
Voeux de la section socialiste

Samedi 15 janvier - Groix
Voeux de la municipalité

Mardi 18 janvier - Larmor-Plage
Voeux de la section socialiste

Jeudi 20 janvier - Lorient
Secrétariat fédéral

Vendredi 21 janvier - Lorient
Voeux de Cap l'Orient agglomération

Samedi 22 janvier - Lorient
Fête du Nouvel An de la Fédération

Lundi 24 janvier - Paris (Sénat)
Colloque sur l'expédition "Tara océans"
Sous la présidence de Odette Herviaux

Mardi 25 janvier - Lorient
Conseil fédéral

Jeudi 27 janvier - Lanester
Inauguration du salon Info Sup

Agenda des sections

Voeux de la section d'Hennebont

Les socialistes hennebontais vous invitent au "pot de l'amitié" à l'occasion des voeux :

Dimanche 16 Janvier 2011
à 11h00

au local de section
5 rue Nationale à Hennebont

Voeux de la section de Larmor-Plage

Les militantes et militants de la section PS de Larmor-Plage sont heureux de vous convier aux voeux de leur section qui se déroulera le :

Mardi 18 Janvier 2011 à 18h30
Salle des Algues

Voeux de la section de Lanester

Pascal Flégeau et le bureau de la section Socialiste de Lanester vous invitent aux voeux de la section :

Samedi 29 janvier 2011
à 17h00

Restaurant scolaire
de l'école Romain Rolland
(Place Nervido – Lanester)

Voeux de la section de Guémené-s.-Scorff

Jean-Charles-Lohé - secrétaire de section et Jean-Luc Guilloux - Maire de Ploërdut et candidat aux cantonales, présenteront leurs voeux :

Dimanche 30 janvier à 11h00
Chez Marie-Thé à Ploërdut

Actualité

L'actu 2011 démarre sur les chapeaux de roues

En ce début d'année, qu'il me soit permis de vous souhaiter une très bonne et très heureuse année. Une année que d'aucuns au gouvernement annoncent comme le printemps du renouveau et qu'il me semble, pour ma part, plutôt comme dans la continuité, voire l'aggravation, d'une situation économique et sociale détestable dans notre pays comme dans le monde.

Après une trêve des confiseurs qui n'avait de trêve que le nom, nous constatons que sur le plan international, de plus en plus de populations se révoltent contre des conditions de vie qui se dégradent de plus en plus et contre des dirigeants qui n'ont plus que leur enrichissement personnel et celui de leurs proches comme politique. Sur fond de guerre de religion d'un autre âge, on se tue allégrement dans de nombreux pays, pendant que les sociétés multinationales prospèrent pour le plus grand bénéfice de leurs actionnaires. De nombreuses populations qui ont connu des catastrophes, comme Haïti ou le Pakistan, sont doublement touchés par l'inefficacité -et c'est un euphémisme- de leurs dirigeants, sur fond de gabegie des fonds versés de la solidarité internationale.

Comment ne pas avoir une pensée pour tous ces jeunes, en Tunisie et en Algérie, qui n'ont comme perspective que le chômage ou l'exil, pendant que leurs dirigeants essayent de mater, par la force, leurs justes revendications. A cet égard, on peut légitimement s'interroger sur le manque de réactions de notre Président, pourtant si prompt d'habitude à critiquer ses homologues chefs d'Etat sur leur légèreté ou leurs erreurs. Un silence assourdissant qui commence à poser problème car, et il faudrait me prouver le contraire, le régime tunisien n'est pas une démocratie mais une dictature, n'en déplaise aux amis de Ben Ali.

Sur le plan national, l'année a démarré sur les chapeaux de roues avec l'affaire du Médiateur qui illustre, au point d'en être une caricature, les relations incestueuses existantes entre le monde politique et celui des affaires. On se rend bien compte que le système qui voudrait que la population soit protégée des excès d'une société dont le profit est le mot d'ordre, ne fonctionne pas. Quand les contrôleurs sont eux-mêmes salariés par les grands labos qu'ils doivent contrôler, on se rend bien compte qu'il y a quelques inquiétudes à avoir. Pour illustrer cette situation et aux dernières nouvelles deux membres du cabinet de Xavier Bertrand, Ministre de la Santé en 2005, travaillaient ouvertement pour le laboratoire Servier. Cherchez où est l'erreur ?

Dans cette affaire comme dans d'autres, il faudrait que ceux qui doivent protéger la population des excès d'une société libérale, soient en position de le faire en toute indépendance sinon, c'est la porte ouverte à tous les aventures.

Le Cormoran

ACTUALITÉS

Rapport de la CNCCFP : la Fédération apporte des précisions techniques

Dans son rapport annuel, la Commission de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques a émis une réserve sur la dévolution des actifs de l'Association "Cercle Jean Jaurès" à la Fédération suite à la vente de l'ancien siège. En toute transparence et sérénité, explications de la Fédération...

Communiqué de presse
Lorient, le 7 janvier 2011

La CNCCFP, dans son rapport annuel sur les comptes des partis et groupements politiques pour l'exercice 2009, a fait part de la réserve émise par les commissaires aux comptes sur l'opération relative à la perception par la Fédération du Morbihan d'une dévolution en provenance de l'association "Cercle Jean Jaurès".

La Fédération du Morbihan a reçu en 2009, dans le cadre de la liquidation de l'Association « Cercle Jean Jaurès », une dévolution d'un montant de 231 876 €. Cette somme avait pour origine la cession du siège fédéral – situé au 17 rue Auguste Nayel à Lorient – dont l'Association « Cercle Jean Jaurès » était propriétaire depuis 1990 et dont les seuls membres étaient de droit les militants de la Fédération

du Morbihan et les organes de direction choisis parmi les dirigeants de la Fédération.

La Fédération du Morbihan a considéré, lors de la perception de cette dévolution, que cet apport de fonds trouvait son origine dans la relation économique et financière qui existait depuis l'origine entre la Fédération et l'Association puisque les seules ressources de cette dernière provenaient, hormis l'emprunt initial, de la Fédération – par le versement de loyers mensuels – et qu'en conséquence cette opération n'était pas en contradiction avec loi.

Dans l'esprit de la Fédération, le produit de la vente de l'immeuble ne pouvait revenir juridiquement qu'aux militants de la Fédération car, d'une part, ils étaient les seuls membres de l'association "Cercle Jean-Jaurès", comme ils le sont

aussi dans la Fédération du Morbihan. Par ailleurs, ils avaient au fil des années, au travers de leurs cotisations et des versements à l'association, été les seuls financeurs des murs en question.

Enfin, ce produit a été intégralement affecté à l'acquisition du nouveau siège fédéral – situé au 77 boulevard Léon Blum à Lorient – dont la propriété reste entièrement celle des militants morbihannais, au travers de la Fédération.

Ces informations et les documents comptables en relation avec cette opération sont en cours de transmission à la CNCCFP par le siège national du Parti socialiste et c'est dans un souci de clarté et de transparence que la Fédération du Morbihan a souhaité, en toute sérénité, porter les éléments ci-dessus à la connaissance des citoyens.

Projet et Primaires socialistes Le calendrier arrêté

Réunis mardi 11 janvier à Solférino, les responsables nationaux du PS ont arrêté le calendrier des primaires pour la désignation de notre candidat-e à la présidentielle. La feuille de route sur le projet -synthèse des quatre conventions qui se sont tenues en 2010- est aussi désormais fixée.



Calendrier du Projet

- 5 avril : élaboration du projet par le bureau national.

- 9 avril : vote du conseil national sur le projet
- 19 mai : vote des militants sur le projet
- 28 mai : adoption définitive du projet en convention nationale

Calendrier des Primaires

- 28 juin : début du dépôt des candidatures
- 13 juillet : fin du dépôt des candidatures
- 9 octobre : premier tour
- 16 octobre : second tour

Dans cette perspective, la Fédération va mettre en place dans les prochains jours la Commission départementale d'organisation des primaires (CDOP). De nombreuses sections ont d'ores et déjà entamé le travail sur la carte d'implantation des bureaux de vote et sur l'organisation pratique des votes des 9 et 16 mars.

Retrouvez le dossier sur l'organisation des primaires sur : www.parti-socialiste.fr

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Coupon à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel du Morbihan

Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauter ■ Rédaction, composition : 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél.: 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan@wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Parc de la Bienvenue Rue Jules Verne - 56530 QUÉVEN ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél.: 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr